



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 08 DÉCEMBRE 2023**

L'an deux mille vingt trois, le huit décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénac, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

Secrétaire de séance

QUENTRIC-BOWMAN Morgane

Excusés

BERVAS Viviane (pouvoir à RIOU Michel)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à KERLAN Frédéric)
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)
CALVEZ Gilles (pouvoir à QUILLEVERE Séverine)
ROULLEAUX David (pouvoir à NICOLAS Angélique)
THOMIN Mélanie (pouvoir à CYRILLE Yves)
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à TRMAL Marie-France)
LE BRONNEC Erwann (pouvoir à APPELGHEM Ludovic)

Absents

LANGUENOU Céline, NOWAK Carine

Conseil de Communauté du 8 décembre 2023
Délibération n°DCC2023_205

| | |
|--------------|---|
| Objet | Budget Eau DSP en cours - Régularisation d'écritures |
| Rapporteur | Frédéric KERLAN |
| Service | Service Finances |
| Thème | Finances |

Frédéric KERLAN donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Le comptable de la Communauté a attiré l'attention des services sur la nécessité d'opérer la régularisation des montants inscrits sur les comptes du budget Eau DSP en cours, du fait de la non réalisation de la contre-passation de rattachements de recettes comptabilisés à hauteur de 124 000 € sur l'exercice 2018.

Il est précisé que ce rattachement de recette correspond au titre n° 13 émis en 2018 par le syndicat de Keranc'hoat, dont la comptabilité a été arrêtée en 2018 suite à la dissolution de ce syndicat.

Cette correction des comptes doit être opérée via une écriture budgétaire, à savoir l'émission d'un mandat d'un montant de 124 000 € sur le compte de dépenses 678-Autres charges exceptionnelles.

Il est à souligner que le résultat du Syndicat de Keranc'hoat repris dans la comptabilité de ce budget Eau DSP en cours aurait dû être minoré à hauteur de ce même montant.

Aussi, il est proposé au conseil de Communauté d'autoriser le comptable à opérer cette correction d'écriture et d'inscrire les crédits nécessaires sur le compte 678 à hauteur de 124 000 €, via une prochaine décision modificative.

Il conviendra de solliciter d'Eau du Ponant le remboursement de cette régularisation, le résultat transféré à la SPL en 2022 ayant été surestimé de ce montant.

DÉLIBÉRATION:

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu la nécessité de corriger le montant inscrit sur le compte non budgétaire 418 afin de régulariser la contre-passation de rattachements comptabilisés au budget Eau DSP en cours,

Vu l'avis favorable de la Commission ressources du 24 novembre 2023

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 29 août 2023

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : autorise le comptable public à opérer la correction du montant inscrit sur le compte 418 – Client, Produits non encore facturés du budget Eau DSP en cours ;

Article 2 : dit que cette correction d'écriture est à opérer via l'émission d'un mandat sur le compte budgétaire 678 – Autres charges exceptionnelles du budget Eau DSP en cours pour un montant de 124 000 € ;

Article 3 : dit que cette dépense sera prise en charge par la SPL Eau du Ponant via l'émission

d'un titre sur le compte 778 - Autres produits exceptionnels d'un montant de 124 000 € visant à régulariser le résultat transféré en 2022 ;

Article 4 : dit que les crédits nécessaires à cette correction seront inscrits via une prochaine décision modificative sur le compte budgétaire correspondant.